



## SYNDICAT DÉPARTEMENTAL CGT DES PERSONNELS DU DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE



POUR LE SOCIAL ET LE MEDICO SOCIAL

**Après des mois de mobilisations au travers de nombreuses actions et interpellations suivies par les agent(e)s**, le rapport de force a permis que la Présidente du CD84 sorte du silence et passe à l'action en appliquant la loi et en répondant à plusieurs de nos revendications dont l'application du CTI (49 points d'indice avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> avril) et son extension à l'ensemble des personnels du Social et du Médico-Social. **C'est une décision qui comme la CGT l'avait porté est bien entendu facultative juridiquement mais politiquement Obligatoire au vu de l'état catastrophique des services sociaux et Médico Sociaux et du manque d'attractivité du Département.**

**C'est une première Victoire nous félicitons celles et ceux qui se sont inscrits pleinement dans cette lutte pour l'intérêt collectif. Cependant restons vigilant(e)s.**

**Nous sommes encore loin du CTI pour toutes et tous** et la prime annoncée n'a rien de pérenne. L'extension pour les exclus du SEGUR (Agents administratifs, Agents d'accueil des EDeS, Technicienne de surface des EDeS, PAPH ....) ne correspond pour l'instant qu'à une prime de 9x183 euros liée aux jours travaillés qui sera versée sur le bulletin de paie de décembre. Tout se jouera dans la révision du RIFSEEP annoncée pour 2023.

**Beaucoup de points restent flous dans le communiqué de la Présidente, une explication de texte s'impose « Qui, Quoi, Comment ? ». Votre syndicat CGT vous fera suivre une analyse plus fine et détaillée dès réception de réponses concrètes tant sur le fond que sur la forme.**

Concernant le coût du CTI, nous rappelons que 70% seront pris en charge par l'Etat.

**Il ne s'agit pas d'un cadeau mais d'une première avancée concernant la juste reconnaissance des agent(e)s. Nous ne devons pas baisser la garde et continuer à porter nos revendications pour un service public qui réponde réellement aux besoins des Vauclusiens dans le respect des agents. Il manque toujours des moyens pour que le tout fonctionne, les services de la protection de l'enfance et de l'aide sociale sont sur le point d'exploser, trop d'agents sont en perte de sens et en grande souffrance. La casse du service public est toujours en marche, ce CTI et cette prime sont de petits pansements sur une plaie béante.**

**Restons Vigilant(e)s et Mobilisé(e)s**

